

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROVENCE ENROBES

chez COLAS MIDI MEDITERRANEE
La Duranne 345 avenue Louis de Broglie
13792 Aix-en-Provence

Références : D-1160-MRS-2024
Code AIOT : 0006402095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement PROVENCE ENROBES implanté Quartier de l'Aiguille 13180 Gignac-la-Nerthe. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVENCE ENROBES
- Quartier de l'Aiguille 13180 Gignac-la-Nerthe
- Code AIOT : 0006402095
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PROVENCE ENROBES (société détenue à 80% par COLAS et 20% par EUROVIA) exploite une centrale d'enrobage fixe.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Vérification périodique et maintenance des équipements | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.5.3 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | Déchets | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 5.1.6 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 1.2.1 | Sans objet |
| 2 | Localisation des risques | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.1.1 | Sans objet |
| 3 | Moyens de lutte contre l'incendie | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.2.2 | Sans objet |
| 4 | Installations électriques | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.3.2 | Sans objet |
| 6 | Valeurs limites de rejets des eaux pluviales | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 4.3.9 | Sans objet |
| 7 | Auto surveillance des rejets atmosphériques | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 9.2.1.1 | Sans objet |
| 9 | Entretien et conduite des installations de traitement | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 4.3.4 | Sans objet |
| 10 | ALIMENTATION EN GAZ NATUREL | AP Complémentaire du 18/03/2015, article 8.2.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures. Il est toutefois attendu de la part de l'exploitant de procéder à des actions correctives relatives à la maintenance des RIA, et à la tenue du registre des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités |
| Prescription contrôlée : Rubrique 2521-1 : Régime A Libellé : Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. à chaud Nature des installations : Centrale d'enrobage de puissance thermique 32,5 MWth Volume autorisé : 250 000 t/an Rubrique 1520-2 Régime D Libellé : Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) Nature des installations : 5 cuves verticales de 80 t chacune, 1 cuve verticale de 60t Volume autorisé : 460 t Rubrique 2515-1-c Régime D Libellé : 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisages mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. Nature des installations : Installation mobile de 190 kW Volume autorisé : 190 kW Rubrique 2517-2 Régime D Libellé : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. Nature des installations : Station de transit de 9 000 m ² Volume autorisé : 9 000 m ² |
| Constats : L'exploitant précise l'absence d'évolution en termes de rubrique et de volume d'activité par rapport à ce qui est indiqué dans l'arrêté sus-cité. Il projette toutefois une modification à court terme de son installation. Le porter à connaissance a été transmis en date du 09/07/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Localisation des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan localisant les risques. Celui-ci est notamment affiché à l'entrée du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • de 2 RIA hydromousse de 40 mm de diamètre • d'un poteau incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés à l'entrée du site capable de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'ensemble des moyens d'incendie recensés dans l'arrêté préfectoral sont présents et font l'objet de vérification périodiques (cf. point n°5).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. |
| Constats : Le rapport APAVE en date du 15/01/2024 ne met pas en évidence non conformités mais présente 4 remarques. Au regard des éléments fournis par l'exploitant, ces remarques ont été prises en compte : <ul style="list-style-type: none">- Concernant les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES), un PV d'intervention en date du 02/02/2024 de la société PROSUD INCENDIE indique leur remplacement.- Les autres remarques ont également été prises en compte dans le cadre de maintenance interne selon le document transmis par mail, « levées remarques rapport électrique », en date du 17/06/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Vérification périodique et maintenance des équipements

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |
| Constats : L'inspection a procédé à une vérification par sondages du matériel de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">• Rapport Q4 de Prosud Incendie du 18/09/2023 : Absence d'événement sur les 37 extincteurs de l'installation• Vérification des BAES par PROSUD INCENDIE en date du 21/12/2023 : les BAES 2, 7, 9, 10 présentent des anomalies. Le PV d'intervention de remplacement de ces BAES du 02/02/2024 a été transmis à l'inspection .• Vérification des désenfumages naturels par PROSUD INCENDIE en date du 21/12/2023 : absence d'observation• Vérification des RIA par PROSUD INCENDIE en date du 21/12/2023 il est fait état d'une pression supérieure à la norme constructeur (9 bars au lieu de 7) sur 1 RIA, et l'absence de bidon émulseur sur les 2 RIA du site. Lors de la visite, les bidons émulseurs étaient localisés dans le hangar de la centrale d'enrobage, non accessibles en cas d'incendie.• Vérification du poteau incendie par PROSUD INCENDIE en date du 25/01/2024 : |

| |
|--|
| Conforme. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin de lever les anomalies identifiées concernant les RIA, et notamment que les bidons d'émulseur soient placés à proximité. L'exploitant devra fournir sous 2 mois les éléments justifiant des actions engagées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : Valeurs limites de rejets des eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 4.3.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales avant rejet dans le milieu na |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 MEST 100 mg/l Fréquence annuelle Hydrocarbures totaux 10 mg/l Fréquence annuelle DCO 300 mg/l Fréquence annuelle DBO5 100 mg/l Fréquence annuelle |
| Constats : L'exploitant fait réaliser les prélèvements et analyses des eaux de rejet annuellement. Le rapport APAVE en date du 29/02/2024 (prélèvement du 17/01/2024) ne met pas en évidence de dépassement des valeurs limites de concentration en sortie du séparateur d'hydrocarbures. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 9.2.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets du conduit n° I défini à l'article 3.2.2. La surveillance porte sur les paramètres suivants : Concentration en O2 de référence : 17 mg/Nm3 Fréquence annuelle Poussières : 50 mg/Nm3 Fréquence annuelle SO2 : 300 mg/Nm3 Fréquence annuelle NOK en équivalent NO2 : 500 mg/Nm3 Fréquence annuelle COVNM : 110 mg/Nm3 Fréquence annuelle |

| |
|---|
| Constats : L'exploitant fait réaliser les prélèvements et analyses de ses rejets atmosphériques annuellement. Les rapports APAVE en date du 21/12/2023 (essais du 25/10/2023), du 22/11/2022 (essais du 12/10/2022) et du 02/11/2021 (essais du 13/10/2021) ne mettent pas en évidence de dépassements des VLE concernant les rejets atmosphériques pour les paramètres recherchés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 5.1.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. [...] |
| Constats : L'exploitant a transmis son registre des déchets à l'inspection des Installations Classées. Celui-ci est incomplet notamment au regard du code de nomenclature, ou encore des traitements prévus. L'exploitant a également transmis la synthèse issue de l'outil Trackdéchets pour 2023-2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre son registre complété sous 1 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 9 : Entretien et conduite des installations de traitement

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 4.3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement |
| Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. |

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales transitent via un séparateur d'hydrocarbure. Celui-ci est entretenu annuellement au regard du registre communiqué par l'exploitant et des BSD d'élimination d'eaux et boues hydrocarburées transmis (datés du 29/11/2023, 07/10/2022, 29/09/2022, 04/07/2022, 07/10/2022 et 27/09/2021).

Le registre fait également état du test de la vanne d'isolement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : ALIMENTATION EN GAZ NATUREL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2015, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, ALIMENTATION EN GAZ NATUREL

Prescription contrôlée :

[...]

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

[...]

Constats :

L'installation est équipée d'une vanne permettant d'interrompre l'alimentation de l'installation de combustion.

Ce dispositif est clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, conformément aux prescriptions de l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite